

Homo domesticus (James Scott)

3 mai 2020 - Christophe Darmangeat

[https://cdarmangeat.blogspot.com/2020/04/homo-domesticus-james-scott.html?](https://cdarmangeat.blogspot.com/2020/04/homo-domesticus-james-scott.html?fbclid=IwAR1z_mH574iOo-68XtFXwXcoeM8RSNGXZkOVgKd_SLEU8n-Ja_NW89TFlig)

[fbclid=IwAR1z_mH574iOo-68XtFXwXcoeM8RSNGXZkOVgKd_SLEU8n-Ja_NW89TFlig](https://cdarmangeat.blogspot.com/2020/04/homo-domesticus-james-scott.html?fbclid=IwAR1z_mH574iOo-68XtFXwXcoeM8RSNGXZkOVgKd_SLEU8n-Ja_NW89TFlig)

Ce livre copieux, paru en 2019 aux éditions *La Découverte*, a connu un certain retentissement, au moins en France. Cet écho doit être attribué moins à la notoriété de son auteur (sans être un inconnu, l'anthropologue James Scott n'est pas particulièrement une célébrité) qu'à ses thèses un peu provocatrices et qui, ainsi que le souligne Jean-Paul Demoule dans sa préface, sont « dans l'air du temps ». Par sa lecture alternative du « grand récit civilisationnel » à propos de la révolution néolithique et de l'émergence de l'État, James Scott se place, au moins implicitement, dans une perspective à la fois anarchiste et décroissante. Pour le dire en un mot, cette évolution n'aurait pas été un progrès et son texte, ainsi que le proclame l'un de ses sous-titres, constitue un « plaidoyer pour l'effondrement ». Au demeurant, le titre anglais de l'ouvrage complète vigoureusement ce plaidoyer par un acte d'accusation, puisqu'il se proclame « Contre le grain » (*Against the grain*). Précisons que James Scott situe d'emblée son propos : il ne s'agit pas, pour lui, de « produire de nouvelles connaissances, mais [de] 'relier les points' des savoirs existants de manière éclairante ou suggestive ». Un tel projet, en lui-même, est tout à fait légitime. La question est de savoir si l'éclairage proposé apporte effectivement davantage de lumière que ceux qu'il entend remplacer.

« Contre le grain »... mais pour l'homme de paille ?

On l'a dit, James Scott utilise un repoussoir : le « grand récit civilisationnel », contre lequel il ne cesse de ferrailer tout au long de l'ouvrage, et dont il entend entreprendre de démontrer toutes les erreurs. Soit. Le problème, toutefois, c'est que cet adversaire n'est jamais clairement identifié. À aucun moment, on ne sait quels penseurs sont concernés – la seule exception est celle où apparaissent pêle-mêle les noms de Hobbes, Locke, Vico, Morgan, Engels, Spencer et Spengler. Leur tort ? Avoir soutenu « la séquence qui va des chasseurs-cueilleurs aux nomades puis aux agriculteurs (et de la horde primitive au village puis à la ville) », séquence qui « constitue la doctrine établie » (Introduction). Bien qu'il y aurait certainement bien des choses à critiquer dans les affirmations de ces différents penseurs, j'avoue avoir du mal à voir en quoi cette séquence est autre chose qu'une évidence banale. L'antériorité des pasteurs nomades sur les cultivateurs est certes erronée, mais cette idée est abandonnée depuis longtemps, et ce n'est manifestement pas elle que vise ici Scott. Le problème serait-il alors que selon cette « doctrine établie », chaque peuple aurait nécessairement suivi ces différentes étapes dans cet ordre, et qu'aucun d'eux n'en aurait sauté, ou n'aurait connu d'involution vers une forme passée ? Qu'elle perçoit « le passage d'un mode de subsistance au suivant (...) comme net et définitif » (deux idées au demeurant très différentes l'une de l'autre) ? Je reviendrai sur le fonds de cette discussion plus loin ; mais il faut d'ores et déjà noter que ni Morgan, ni Engels, en tout cas, n'ont jamais prôné un tel schématisme.

Cette phrase est toutefois à peu près la seule où l'ennemi est identifié. Dans tout le reste du livre, les multiples évocations du « grand récit civilisationnel » ne s'accompagnent ni de noms, ni même de dates, qui auraient au moins situé les idées dans le temps. Quant aux citations qui auraient permis de repérer qui a dit précisément quoi, et ce qu'il convient de lui reprocher, elles sont a fortiori absentes. D'une manière plus générale, et même pour les simples faits évoqués, les références elles-mêmes ne sont fournies qu'avec parcimonie ce qui, pour un livre académique, est assez surprenant – on lit par exemple que l'arc et la flèche remontent à 20 000 ans, une date qui est pourtant loin de faire l'unanimité (Ch. 1). Scott dresse donc un réquisitoire dans lequel les accusés ne sont évoqués qu'à titre collectif, et où les pièces censées fonder leur culpabilité ne sont pas produites. Le « grand récit civilisationnel » contre lequel s'insurge le livre a tout de l'homme de paille.

Les reproches qu'adresse Scott à ce récit relèvent au demeurant de deux catégories assez différentes. Il y a, pour commencer, des aspects factuels : par exemple, l'agriculture a-t-elle été une condition de la sédentarité ? Scott, à juste titre, rappelle que cette idée est démentie par les faits, et que certains chasseurs-cueilleurs ont

vécu en villages, parfois durant des millénaires. J'ai un peu du mal à percevoir ce que ce constat possède de subversif, quand bien même il prendrait à rebours des convictions longtemps admises. Mais surtout, on reste un peu surpris de la manière dont Scott insiste pour constater :

à quel point cet exposé contredit obstinément ce que j'ai appelé le « récit civilisationnel standard », dont l'axe central est la domestication des céréales en tant que précondition fondamentale de la sédentarisation permanente, et donc des agglomérations urbaines et de la civilisation. (Ch. 1)

Quoi qu'il en soit, une fois encore, on ne saura pas de quel « récit civilisationnel standard » il est ici question : l'existence de chasseurs-cueilleurs sédentaires est un phénomène reconnu par l'ensemble du monde académique depuis des décennies. Même si les discussions se poursuivent pour en apprécier la portée, faute d'informations plus précises, on se dit que Scott pourfend soit un adversaire imaginaire, soit des cadavres depuis longtemps morts et enterrés.

Dans le même ordre d'idées, on lit également que :

Le point de vue dominant selon lequel le processus consistant à « faire fleurir le désert » par le biais de l'agriculture irriguée est au fondement des premières communautés sédentaires de grande taille s'avère en réalité presque entièrement erroné. (Ch. 1)

Mais ce point de vue, qui reste attaché au nom de Wittfogel, qui le défend encore aujourd'hui ? Cela fait belle lurette que l'archéologie en a démontré la fausseté – la seule référence produite par Scott provient d'ailleurs d'un autre auteur des années 1930.

Mais selon Scott, c'est aussi (et surtout ?) la lecture de la marche générale de l'Histoire qui doit être reconsidérée en profondeur, à au moins deux titres. Le premier concerne les apports, réels ou supposés, de l'agriculture ou de l'État. Il convient ainsi de remettre en question :

l'hypothèse fondamentale de la supériorité et de la plus grande attractivité de l'agriculture sédentaire par rapport à toutes les formes de subsistance antérieures (Introduction)

Notons que là encore, il conviendrait de faire un distinguo entre ces deux idées que Scott traite d'un seul tenant, en les attribuant à ses adversaires. La supériorité et l'attractivité sont deux choses tout à fait différentes. Elles peuvent aller de pair, mais la supériorité d'une technique ou d'une organisation sociale ne signifie nullement leur attractivité. Et il n'est pas bien difficile d'imaginer que des populations les aient adoptées non par enthousiasme mais, tout bêtement, parce que d'une manière ou d'une autre, elles n'ont guère eu le choix. Et une fois de plus, au passage, lorsque Scott écrit que :

nous n'avons aucune preuve que les « pré-supposés » sédentaires de la vie moderne puissent être interprétés a posteriori comme une aspiration universelle s'étant manifestée tout au long de l'histoire humaine. (Introduction)

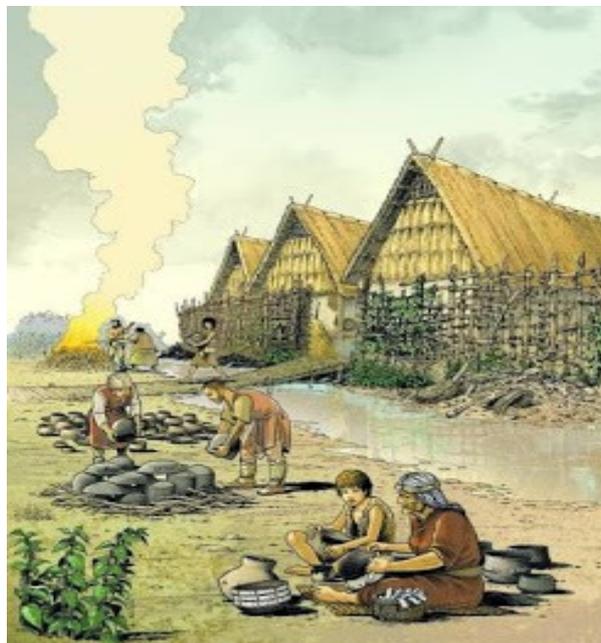
On se demande bien qui a pu ainsi mettre en avant une telle aspiration supposée – certainement pas Engels ni les marxistes, en tout cas.

L'autre remise en question, qui découle de la précédente, est celle du rôle de la contingence et de la nécessité dans le cours de l'Histoire humaine. Scott plaide vigoureusement pour une réévaluation en faveur de la première :

Au meilleur de ses capacités, l'histoire est à mon avis la discipline la plus subversive parce qu'elle nous révèle comment les choses que nous tenons pour évidentes sont réellement advenues. En mettant en lumière les nombreux facteurs contingents qui ont convergé pour produire, par exemple, la révolution industrielle, l'extension maximum de la dernière période glaciaire ou la dynastie Qin, la notion d'histoire profonde répond aux aspirations de la génération d'historiens français liés à l'École des Annales, qui prônaient une histoire de la longue durée plutôt qu'une chronique des événements publics. (Introduction)

Sans être spécialiste des courants de pensée historiques, j'ai le sentiment que Scott plaque bien vite ses propres conceptions sur celles de l'école des Annales qui, à ma (superficielle) connaissance, mettait au contraire l'accent sur les déterminismes profonds plutôt que sur la contingence. Toujours est-il que Scott, tout au long de son livre, s'emploie à souligner ce qu'il y avait de provisoire, de fragile et de précaire dans le cheminement qui a vu s'installer peu à peu l'agriculture et l'État. Le problème, c'est qu'on ne comprend guère ce qu'il en conclut au juste. À aucun endroit, me semble-t-il, il n'écrit noir sur blanc que l'apparition de l'agriculture ou de l'État ne fut que le résultat d'un hasard improbable et que, finalement, le cours de l'Histoire humaine aurait pu être fondamentalement différent. Mais, par son insistance sur le rôle de la contingence et sur les fragilités des États archaïques, il ne cesse de le suggérer... jusqu'au moment où, parlant des Barbares, il relève que ceux-ci, de plusieurs manières, ont participé à l'édification des États. Dès lors, plus la lecture avance, plus on se demande, au bout du compte, quelle est la thèse défendue. J'attendais donc avec une impatience croissante la conclusion du livre afin de pouvoir remettre, selon l'expression consacrée, l'église au milieu du village et pour savoir pour de bon à quoi m'en tenir. Quelle ne fut pas ma surprise de constater que le livre n'en comportait pas, et que je resterai condamné à la perplexité.

Des définitions problématiques



Un autre aspect gênant d'*Homo domesticus* est la légèreté avec laquelle il se préoccupe des définitions, ce qui lui permet de se livrer à des développements dont on se demande s'ils sont de véritables raisonnements ou de simples effets rhétoriques.

La domestication

C'est particulièrement sensible en ce qui concerne la domestication, un thème majeur du livre. L'idée défendue (et qui inspire le titre en français) est le passage à l'agriculture, puis à l'État, a constitué une domestication des êtres humains au même titre que des plantes ou des animaux. Une telle perspective n'est pas à proprement parler inédite : elle a par exemple été avancée par Helen Leach (« Human domestication reconsidered », *Current Anthropology*, 44(3), 2003), ou par Guillermo Algaze, dont Scott reprend une formule-choc :

Les premiers villages du Proche-Orient ont domestiqué les plantes et les animaux, tandis que les institutions urbaines d'Uruk ont domestiqué les humains.

Au demeurant, insistant à juste titre sur les nombreuses manières dont les humains, bien avant l'agriculture, avaient déjà commencé à interagir avec leur environnement et à le façonner, Scott va beaucoup plus loin et interroge de manière provocatrice :

Est-ce nous qui avons domestiqué le chien ou est-ce le chien qui nous a domestiqués ? Ce n'est pas si clair.

L'agriculture aurait donc renforcé et aggravé des contraintes déjà préexistantes :

Qu'en est-il enfin du « domesticateur en chef », *Homo sapiens* ? N'a-t-il pas lui-même été domestiqué, attelé au cycle interminable du labourage, du plantage, du désherbage, de la récolte, du battage, du broyage, tout cela au nom de ses céréales préférées et des besoins quotidiens de son cheptel ? La question de savoir qui est au service de qui est presque métaphysique, du moins jusqu'à l'heure du déjeuner.

Je confesse la perplexité que m'inspire le trait d'humour qui marque la chute de ce passage. Scott ne serait-il pas lui-même en train de nous dire que tout cela, ce ne sont que des mots et qu'il ne faut pas le prendre trop au sérieux ? Car enfin, il n'est pas bien difficile de voir que si l'on peut bien sûr discuter des contraintes entraînées par certaines mutations techniques ou sociales, choisir de les qualifier de « domestication » implique tout de même d'élargir singulièrement le sens de ce mot, sans qu'on voie bien ce que cet élargissement permet de comprendre. Comme le faisait déjà remarquer une commentatrice d'Helen Leach, il y a une différence majeure entre un processus effectué de manière volontaire et consciente, de l'homme sur les autres espèces, et qui impacte celles-ci dans leur biologie même, et des processus pour une part au moins non volontaires, non dirigés par une espèce extérieure, et qui n'affectent notre patrimoine génétique que de manière marginale. Au bout du compte, étant donné l'obsession que possède Scott pour l'État, on se demande si cet accent mis sur la domestication n'est pas tout bonnement le moyen de tracer une continuité vers cette « domestication » suprême qu'est le pouvoir politique d'État. Le problème, si c'est bien le cas, est que les contours et les enjeux de la discussion ne sont pas clairement posés, et qu'on se contente d'un discours cursif sur une évolution technique et sociale qui, en fin de compte, n'aurait amené que des contraintes supplémentaires, dont la nature précise importe finalement peu.

Ce faisant, on remarquera aussi que Scott ne s'embarrasse jamais de détails concernant les structures sociales qui précèdent les périodes qu'il étudie. Fût-ce en creux, et par contraste avec les cultivateurs, a fortiori étatiques, les chasseurs-cueilleurs apparaissent uniformément comme des sociétés de liberté, tant vis-à-vis de leur subsistance que de leurs rapports sociaux. Un tel portrait est pourtant aussi borgne que celui qu'il entend dénoncer, qui se bornerait à voir dans l'agriculture et l'État des instruments de libération. Pourtant, s'ils n'étaient certes pas astreints à la monotonie des travaux des champs, les chasseurs-cueilleurs étaient loin de vivre dans un confort douillet – en témoigne l'ahurissante résistance à la douleur et aux privations de toutes les populations observées en ethnologie. Et si les agriculteurs, comme le souligne longuement Scott, étaient effectivement à la merci de pénuries, de calamités et d'épidémies, les chasseurs-cueilleurs, eux aussi, subissaient de plein fouet les caprices de la nature, qui prélevaient périodiquement leur lot de victimes dans leurs effectifs. Quant aux rapports sociaux, s'ils étaient certes exempts de hiérarchies politiques formelles, il s'en faut de beaucoup pour qu'on puisse les décrire sous l'unique angle de la liberté et de l'égalité.

L'État

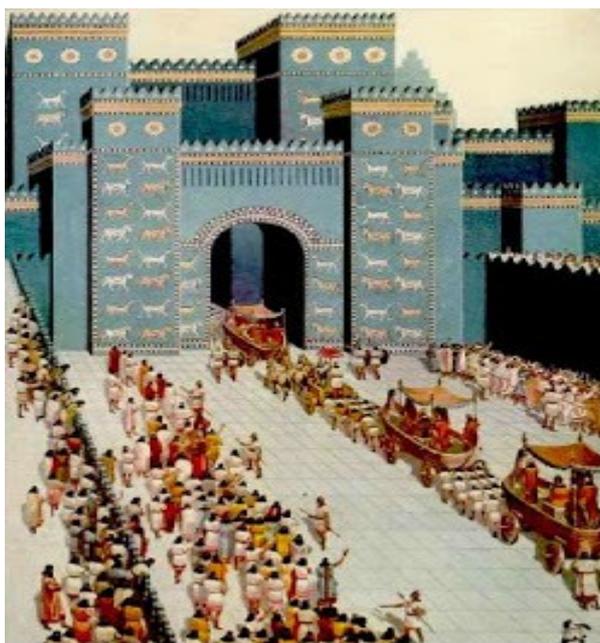
Concernant l'État, qui constitue son thème central, Scott admet que la question des définitions se pose. Il la résout toutefois en quelques phrases et d'une manière assez surprenante. Il commence par écarter le critère classique proposé par Weber – celui du monopole de la violence légitime –, pourtant largement admis, au motif que cette définition « présuppose la présence d'une série d'autres caractéristiques que Weber n'explicite pas » - le problème est que Scott ne les explicite pas davantage. Quoi qu'il en soit, celui-ci propose donc l'approche suivante :

Nous pensons l'État comme une institution dotée d'une couche de fonctionnaires spécialisés dans le calcul et la collecte de l'impôt (...) et qui sont responsables devant un dirigeant ou des dirigeants. Nous lui attribuons l'exercice du pouvoir exécutif dans le cadre d'une société relativement complexe, stratifiée et hiérarchisée, avec une division du travail relativement poussée (...). On pourrait aussi appliquer des critères plus stricts : un État doit posséder une armée, des murailles protectrices, un centre rituel monumental ou un palais, et peut-être même un roi ou une reine (...). Parmi ces caractéristiques, je propose de privilégier celles qui relèvent de la territorialité et d'un appareil étatique spécialisé : murailles, fiscalité et existence d'une couche de fonctionnaires.

On ne sait que retenir d'un tel passage, qui jette pèle-mêle des éléments de nature très différente. Je n'ai pas réfléchi outre mesure aux critères de la fiscalité et des fonctionnaires ; je ne suis pas certain qu'ils soient d'une robustesse à toute épreuve. Celui des murailles, en revanche, ne peut manquer d'étonner. Il procède à l'évidence de l'étroite myopie consistant à retenir un trait immédiatement visible sur le plan archéologique pour la période et la région concernée - en écartant ainsi, par principe, la possibilité qu'aient pu y exister des États sans murailles. Si la muraille, dans certaines limites de temps et d'espace, caractérise éventuellement l'État, elle ne le définit en aucune manière.

Concédonc cependant que même si elle est assez révélatrice, cette erreur est en l'occurrence de peu de conséquences, tant Scott n'utilise pour ainsi dire jamais cette définition, et tant les carences de ses raisonnements sur l'État reviennent à faire de celui-ci le *deus ex machina* de l'Antiquité.

L'État, ce grand mystère



L'État est le personnage central du propos de Scott. Bien davantage encore que l'agriculture céréalière, il incarne la forme suprême de la domestication, c'est-à-dire de l'oppression et de l'exploitation. Les chapitres qui lui sont consacrés occupent une place majeure dans l'ouvrage. Ils soulèvent deux remarques majeures.

L'absence des classes sociales

La première est qu'à partir du moment où l'État existe, Scott n'a en quelque sorte d'yeux que pour lui : tout en insistant, sans doute à juste titre, sur la fragilité des premiers États et sur leur caractère largement parasitaire, il présente l'État comme le démiurge des phénomènes sociaux, celui par qui tout arrive et qui représenterait l'alpha et l'oméga des transferts de travail et de richesse. La fiscalité, voilà le mal absolu. Quant à l'esclavage, si Scott admet qu'il existait préalablement à l'État, et s'il concède aussi qu'il existait d'autres formes de dépendance, il est entièrement rabattu sur le pouvoir étatique :

Comme ce fut le cas de la sédentarité et de la domestication des céréales, qui ont précédé l'émergence de la forme-État, les États archaïques n'ont fait que développer et consolider l'institution de l'esclavage en tant que moyen essentiel d'augmenter leur population productive et de maximiser l'excédent appropriable.

Les premiers États n'ont certainement pas inventé l'institution de l'esclavage, mais ils l'ont codifiée et organisée en tant que projet étatique.

On peut pourtant douter de telles généralités. Pour commencer, l'esclavage était très loin de jouer dans tous les États de l'Antiquité le rôle majeur qui était le sien dans les exemples emblématiques de Rome ou d'Athènes. Il existait – Scott le rappelle lui-même par moments, mais sans jamais en tenir réellement compte – une gamme extrêmement diverses de statuts de dépendance. À ce qu'il me semble, l'esclavage n'a notamment jamais représenté qu'un phénomène assez marginal dans une puissance telle que l'Égypte, qui n'est tout de même pas anecdotique. Contrairement à une idée tenace, les pyramides n'ont pas été construites par des esclaves, mais par des salariés et, sans doute, par des citoyens (libres !) qui fournissaient là un impôt en travail.

Mais ensuite, et peut-être surtout, Scott n'entrevoit l'esclavage qu'à travers la fente étroite de l'État. Jamais, pour ainsi dire, l'existence d'une classe de propriétaires s'appropriant le surtravail de ces esclaves à des fins privées n'est évoquée – tout au plus apprend-on que les armées romaines étaient suivies de marchands d'esclaves. Mais à qui ceux-ci étaient-ils vendus ? Le lecteur devra le deviner seul. On en vient ainsi à soupçonner (car les choses ne sont jamais dites de manière nettes) que le rapport esclavagiste ne constitue en fin de compte qu'une variante, la plus éclatante sans doute, du rapport politique, et que l'exploitation des esclaves n'est en fin de compte qu'une forme de fiscalité. Il est tout de même extrêmement significatif que pas une seule fois, au cours des centaines de pages que compte le livre, les mots de « classe sociale » ou de « propriétaire foncier » ne soient employés. L'État, chez Scott, plane au-dessus d'une société indifférenciée, soumise d'un seul tenant à son autorité et à ses déprédations. Il n'impose son autorité que pour ses fins propres, et les seuls transferts de travail gratuit qui méritent d'être évoqués sont ceux qu'il impose pour son propre compte.

Un État surgi de nulle part

Ne représentant aucun autre intérêt social que le sien, c'est donc en toute logique que l'État tombe littéralement du ciel, et intervient dans le cours des sociétés tel un *Deus ex machina*. Dans son introduction, Scott soulève une question fort intéressante, même si elle ne possède pas la portée subversive qu'il lui prête : comment se fait-il qu'entre l'arrivée de l'agriculture et la formation de l'État, plusieurs millénaires se soient écoulés ? Pourtant, c'est en vain que son lecteur cherchera la réponse à cette question. Les processus sociaux qui ont pu permettre à certains puissants de concentrer la force armée pour, au bout du compte, s'en arroger le monopole, les rapports entre cette concentration du pouvoir politique et celle de la richesse, ne sont évoqués à aucun moment. À l'État s'opposent des Barbares qui sont censés incarner le « mode de production domestique » décrit par Alexander Chayanov, puis par Marshall Sahlins... tout en pratiquant l'esclavage. Comment cette contradiction est-elle censée se résoudre ? Le développement de l'esclavage sur la base du mode de production domestique pourrait-il expliquer l'émergence de l'État ? Autant de questions qui n'intéressent pas Scott, pour qui l'État n'est qu'une verrue accidentelle sur le corps social. Que cette verrue, pour une raison ou un autre, en vienne à disparaître, et celui-ci en ressortira indemne.

Cette indifférence sidérante aux causes sociales de l'État trouve son pendant dans des développements sur des déterminismes techniques ; une partie importante du livre est en effet consacrée à démontrer l'idée que les céréales fournissent la seule base matérielle sur laquelle l'État puisse être édifié. J'avais rencontré cette idée sous la plume d'autres chercheurs, dont j'apprends ici qu'ils n'étaient pas les premiers à la formuler - Scott y avait déjà consacré plusieurs travaux. La raison de la causalité, selon Scott, tient aux propriétés « fiscales », si l'on peut dire, que les céréales seraient les seules à détenir. Les pages que Scott consacre à

cette question sont sans doute parmi les plus intéressantes de son livre. Je ne sais pas si elles sont justes – tout au moins, je ne sais pas jusqu'à quel point elles le sont. Je pressens en effet qu'il a existé des États nomades, de pasteurs cavaliers, chez qui les céréales jouaient un rôle mineur. Et il serait également intéressant de voir, là où l'on cultivait autre chose que des céréales, dans quelle mesure la marche à l'État s'était enclenchée, jusqu'où elle était allée, et pour quelle raison elle s'était interrompue.

Quoi qu'il en soit, quand bien même elle se révélerait intégralement juste, la thèse de Scott n'en resterait pas moins incomplète. En admettant donc qu'il ait raison (ce qui, encore une fois, est bien possible, au moins pour une grande majorité de cas), son raisonnement expose une condition qui est nécessaire, mais en aucun cas suffisante : si les céréales représentent la seule base susceptible d'être prélevée par la fiscalité, cela ne dit pas pourquoi ce qui était possible s'est réalisé. De ce point de vue, la théorie du grain présente pour la fiscalité étatique la même insuffisance que la théorie du surplus pour l'exploitation en général : quand bien même on cerne les conditions techno-économiques de l'apparition d'un prélèvement régulier, il reste à expliquer pourquoi et comment ce prélèvement est effectivement advenu. On pourrait certes répondre que la nature étatique a horreur du vide et que dès qu'un pillage (en l'occurrence, légalisé) est possible, il devient réalité. Outre qu'une telle réponse laisserait dans l'ombre les mécanismes sociaux qu'il s'agit précisément d'éclairer, elle contredirait frontalement le constat par lequel Scott avait lui-même ouvert son questionnement : celui de l'immense décalage temporel entre l'avènement des céréales et celui de l'État.

Hasard et nécessité dans l'Histoire



Pour terminer cette longue recension, il me semble indispensable de dire quelques mots de la vision générale de l'Histoire promue par *Homo domesticus*. Celle-ci s'inscrit, me semble-t-il, dans un vaste mouvement de balancier qui, depuis plusieurs décennies, a entrepris de réhabiliter le rôle de la contingence dans l'évolution sociale. Indépendamment du thème et de l'époque abordés, c'est là que gît, au fond, l'opposition au « grand récit civilisationnel ». Là où celui-ci est censé proclamer l'inéluctabilité de la séquence historique telle qu'elle s'est déroulée, divers auteurs ont entrepris d'insister sur le caractère aléatoire des transformations, sur l'importance des bifurcations imprévisibles, bref, sur tout ce qui est apte à relativiser les déterminismes qui auraient pesé sur la trajectoire générale. Dans ses versions extrêmes, cette démarche conduit d'ailleurs à nier tout déterminisme, voire l'idée d'évolution sociale elle-même – le plus célèbre anthropologue français n'avait-il pas écrit, dans un texte fameux :

la notion d'évolution sociale ou culturelle n'apporte, tout au plus, qu'un procédé séduisant, mais dangereusement commode, de présentation des faits. (C. Lévi-Strauss, « Race et Histoire » in *Le racisme devant la science*, Unesco 1973, p. 17)

Au demeurant, ce mouvement de balancier n'a pas concerné que les sciences sociales, et nombre d'éminents spécialistes de l'évolution biologique se sont eux aussi employés à poursuivre un programme similaire dans leur discipline. Toujours est-il, pour en revenir à Scott, que celui-ci insiste longuement sur la fragilité sociale et économique des premiers États, sur leur dépendance par rapport aux Barbares, sur leur absence d'impact positif sur des sociétés qui se portaient plutôt mieux lorsqu'elles en étaient débarrassées, etc.

Indépendamment même de la pertinence variable de ces différentes affirmations, on a bien du mal à comprendre comment, malgré tout cela, l'État (et l'ensemble des autres transformations sociales auxquelles il était lié) a pu finir par s'imposer. La question n'est pas réellement posée par Scott ; la seule hypothèse plausible que suggère son texte est qu'il s'agit en quelque sorte d'un accident malheureux, et que rien ne condamnerait la société humaine à une telle destinée. Ferions-nous tourner à nouveau la roue de l'Histoire cent fois, que cent fois, nous obtiendrions un résultat très différent – et, croit-on deviner, le plus souvent dépourvu de cet État que le « grand récit civilisationnel » s'obstine à tort à présenter comme un aboutissement nécessaire.

Il faut donc rappeler quelques idées qui, pour leur part, ne sont certes pas dans l'air du temps, mais qui permettent, je crois, d'appréhender cette matière avec un peu plus de cohérence.

On a tendance à opposer ce qui est contingent (dû au hasard) à ce qui est nécessaire. Pourtant, il est bien des situations où les deux aspects sont bien davantage complémentaires que contradictoires. Mieux : plus les hasards sont nombreux, moins la résultante de ces hasards est aléatoire, et plus la nécessité s'impose.

Un exemple classique, mais éloquent, est celui d'un casino. Tous les soirs, des clients jouent. Certains perdent, d'autres gagnent. Le fait que ce soir, M. Machin ait remporté le jackpot tandis que Mme Untel a perdu son dernier sou est un hasard. Certes, derrière les mouvements de la bille de la roulette, les frottements des roues du bandit manchot ou les tirages du croupier au blackjack, il y a des lois physiques parfaitement déterministes. Et finalement, le fait que ce soit le numéro 24 qui soit sorti à la roulette et qui ait ainsi assuré la fortune de M. Machin est un processus parfaitement déterminé par l'ensemble de ses conditions initiales. Cependant, personne, ni M. Machin, ni le croupier, ni le patron du casino, ne connaît suffisamment ces conditions initiales pour être à même de faire des prédictions : c'est ce qui autorise à parler de hasard (un hasard « subjectif », en quelque sorte).

Le casino est donc le lieu où se déroulent des jeux de hasard. Pourtant, chaque soir ou à peu près, lorsque le propriétaire compte sa recette, il est bénéficiaire, pour une raison simple : les gains de joueurs sont calculés en fonction de leurs probabilités et, pour chaque jeu, ils sont un peu inférieurs à la probabilité de leurs pertes. Trouver le bon numéro à la roulette rapporte 36 fois la mise... mais la roulette comporte 37 numéros. C'est sur la base de ce $1/37$ e des mises non restituées aux joueurs sous forme de gains que le propriétaire du casino touche son bénéfice.

C'est là que se situe un apparent paradoxe : si le casino organise un événement unique, n'autorisant qu'un seul joueur à miser une seule fois à la roulette, il n'est pas du tout impossible que le joueur gagne et que le propriétaire ressorte perdant. Et si l'on répète cet événement exceptionnel, disons, chaque mois, on constatera effectivement que d'une fois sur l'autre, l'issue en est totalement différente, tant pour le joueur que pour le propriétaire. Si, en revanche, le Casino accueille chaque soir durant des mois des milliers de joueurs, la probabilité que le patron ressorte perdant lors d'une soirée devient très faible et au bout de l'exercice, infinitésimale. De la même manière, du point de vue du joueur, si le résultat d'une partie unique est effectivement extrêmement contingent, en revanche plus il joue souvent et beaucoup et plus, au bout du compte, il est vraisemblable qu'il soit perdant. Qu'on déroule cent fois le film des événements à partir des mêmes conditions initiales, dans le détail de leur déroulement, il se passera cent fois des choses différentes ; untel, qui dans un scénario était ruiné, pourra dans un autre rentrer chez lui avec son argent, voire remporter

le jackpot. Mais à une échelle plus globale, le profit du propriétaire sera toujours à peu de choses près le même, et il le sera d'autant plus que le nombre d'événements aura été grand.

Ce que montre cet exemple, c'est que non seulement le hasard n'est pas forcément l'ennemi de la nécessité, mais que d'une certaine manière, il peut en être l'agent actif : dans certaines circonstances, c'est le grand nombre de hasards qui rend la nécessité d'autant plus impérieuse. En quelque sorte, plus il y a de hasards dans le détail des trajectoires élémentaires, moins il y a de hasard dans le profil de la trajectoire globale. Et ce qui est vrai des casinos l'est tout autant des gaz, dont les propriétés résultent du mouvement erratique des molécules ou, pour prendre un exemple hélas actuel, de l'évolution d'une épidémie en fonction des millions d'interactions contingentes des individus qui en sont les vecteurs.

L'histoire des sociétés, qui est faite de l'action de millions d'individus, est certes, d'une certaine manière, l'empire du hasard. Ces actions individuelles sont fondamentalement imprévisibles ; elles peuvent se renforcer mutuellement, tout comme elles peuvent se contrecarrer. Mais c'est justement parce que ces décisions et ses interactions sont très nombreuses que leur résultante obéit à une logique dont on peut tenter de dégager les lois.

Le raisonnement sur l'évolution sociale passée est – c'est même un pléonasme – un raisonnement rétrospectif : on tire en quelque sorte le bilan de l'activité du casino de l'Histoire au bout de plusieurs années, et on se demande si ce que l'on observe est le résultat d'un coup de dés ou de dizaines de millions, et s'il faut donc privilégier les explications en termes de contingence ou de nécessité. Ainsi, si l'on observe une forme sociale isolée, dans le temps et dans l'espace, il faut évidemment tenter d'identifier les causes de ce cas d'espèce. Mais on pourra justement arguer qu'il s'agit d'un cas d'espèce et donc, d'une certaine manière, que la conjonction de ces causes a constitué un hasard (ou, si l'on préfère, une nécessité peu probable). Autrement dit : plus on considère un phénomène annexe, ou marginal, et plus le rôle de la contingence peut être évoqué. Mais plus le phénomène est au contraire massif, plus il a connu de développements et de succès indépendants les uns des autres, plus on doit y voir l'action de la nécessité.

« Mais, protestera-t-on peut-être, n'y a-t-il pas là le danger de percevoir *a posteriori* une nécessité dans une séquence qui, après tout, a été marquée par la contingence, et de plaquer un “grand récit civilisationnel” là où il n'y a eu qu'une suite de bifurcations qui auraient tout aussi bien pu survenir de manière très différente ? » Une telle crainte est aujourd'hui largement partagée, au point que toute volonté de percevoir une tendance générale dans l'enchevêtrement des accidents historiques est immédiatement entachée de suspicion. Mais encore une fois, la question n'est pas de savoir si les contingences existent. Elle est de savoir s'il est plus raisonnable d'attribuer les mouvements majeurs et convergents des sociétés à leur action ou, au contraire, à une nécessité qui les sous-tend et contraint *in fine* leur résultat. S'agissant de l'État, puisque c'est le thème principal d'*Homo domesticus*, nous sommes en présence d'un trait social qui a été inventé à maintes reprises dans divers endroits du monde depuis cinq millénaires. Ce trait, ainsi que le rappelle Scott, était-il mal assuré, et a-t-il souvent disparu ? Assurément. Mais au bout du compte, force est de constater que les innombrables déterminations qui ont œuvré à la construction et à la pérennité de l'État ont triomphé, à l'échelle mondiale et à de multiples reprises, des innombrables forces qui ont pesé en sens contraire, au point que de nos jours, il n'existe plus aucune société non étatique. Scott, d'ailleurs, est bien obligé de reconnaître que les relations entre États et Barbares, quand bien même elles auraient permis à ces derniers de vivre un « Âge d'or », ne les ont pas moins conduits à contribuer à la puissance étatique, que ce soit en adoptant eux-mêmes l'État, ou en renforçant les États étrangers, par le commerce des esclaves ou le mercenariat. Mais s'il déplore que les Barbares aient ainsi creusé leur propre tombe, il ne semble jamais envisager qu'il s'agissait pour ces sociétés d'une issue fatale.

L'arbre des contingences ne peut donc pas cacher la forêt de la nécessité : si de multiples facteurs minaient les États archaïques, les fragilisaient et rendaient leur survie improbable, la conservation à l'identique de la situation sociale antérieure était encore plus improbable. Au bout du compte, au travers d'une multitude de processus historiques qui, pris un par un, étaient certes contingents, la nécessité globale du basculement du monde vers l'État s'est accomplie. On peut célébrer ou la déplorer. On peut penser qu'il s'agit là du stade

ultime de l'évolution sociale ou, au contraire, que celle-ci n'est pas terminée. Mais dans tous les cas, un raisonnement solide doit commencer par prendre conscience des raisons qui sont au fondement de tendances extrêmement lourdes de l'évolution sociale – dont l'émergence de l'État –, et ne pas refuser de les admettre en clamant que si depuis des siècles, les patrons de casinos s'enrichissent, c'est uniquement parce qu'ils ont de la chance.

**Annexe : sur la conception matérialiste de l'Histoire
(extrait d'une lettre de F. Engels à J. Bloch, 1890)**

D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx, ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si, ensuite, quelqu'un torture cette proposition pour lui faire dire que le facteur économique est le seul déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde. La situation économique est la base, mais les divers éléments de la superstructure – les formes politiques de la lutte de classes et ses résultats, – les Constitutions établies une fois la bataille gagnée par la classe victorieuse, etc., – les formes juridiques, et même les reflets de toutes ces luttes réelles dans le cerveau des participants, théories politiques, juridiques, philosophiques, conceptions religieuses et leur développement ultérieur en systèmes dogmatiques, exercent également leur action sur le cours des luttes historiques et, dans beaucoup de cas, en déterminent de façon prépondérante la forme. Il y a action et réaction de tous ces facteurs au sein desquels le mouvement économique finit par se frayer son chemin comme une nécessité à travers la foule infinie de hasards (c'est-à-dire de choses et d'événements dont la liaison intime entre eux est si lointaine ou si difficile à démontrer que nous pouvons la considérer comme inexistante et la négliger). Sinon, l'application de la théorie à n'importe quelle période historique serait, ma foi, plus facile que la résolution d'une simple équation du premier degré.

Nous faisons notre histoire nous-mêmes, mais, tout d'abord, avec des prémisses et dans des conditions très déterminées. Entre toutes, ce sont les conditions économiques qui sont finalement déterminantes. Mais les conditions politiques, etc., voire même la tradition qui hante les cerveaux des hommes, jouent également un rôle, bien que non décisif. Ce sont des causes historiques et, en dernière instance, économiques, qui ont formé également l'Etat prussien et qui ont continué à le développer. Mais on pourra difficilement prétendre sans pédanterie que, parmi les nombreux petits Etats de l'Allemagne du Nord, c'était précisément le Brandebourg qui était destiné par la nécessité économique et non par d'autres facteurs encore (avant tout par cette circonstance que, grâce à la possession de la Prusse, le Brandebourg était entraîné dans les affaires polonaises et par elles impliqué dans les relations politiques internationales qui sont décisives également dans la formation de la puissance de la Maison d'Autriche) à devenir la grande puissance où s'est incarnée la différence dans l'économie, dans la langue et aussi, depuis la Réforme, dans la religion entre le Nord et le Sud. On parviendra difficilement à expliquer économiquement, sans se rendre ridicule, l'existence de chaque petit Etat allemand du passé et du présent ou encore l'origine de la mutation consonnantique du haut allemand qui a élargi la ligne de partage géographique constituée par les chaînes de montagnes des Sudètes jusqu'au Taunus, jusqu'à en faire une véritable faille traversant toute l'Allemagne.

Mais, deuxièmement, l'histoire se fait de telle façon que le résultat final se dégage toujours des conflits d'un grand nombre de volontés individuelles, dont chacune à son tour est faite telle qu'elle est par une foule de conditions particulières d'existence; il y a donc là d'innombrables forces qui se contrecarrent mutuellement, un groupe infini de parallélogrammes de forces, d'où ressort une résultante – l'événement historique – qui peut être regardée elle-même, à son tour, comme le produit d'une force agissant comme un tout, de façon inconsciente et aveugle. Car, ce que veut chaque individu est empêché par chaque autre et ce qui s'en dégage est quelque chose que personne n'a voulu. C'est ainsi que l'histoire jusqu'à nos jours se déroule à la façon d'un processus de la nature et est soumise aussi, en substance, aux mêmes lois de mouvement qu'elle. Mais de ce que les diverses volontés – dont chacune veut ce à quoi la poussent sa constitution physique et les circonstances extérieures, économiques en dernière instance (ou ses propres circonstances personnelles ou les circonstances sociales générales) – n'arrivent pas à ce qu'elles veulent, mais se fondent en une moyenne générale, en une résultante commune, on n'a pas le

droit de conclure qu'elles sont égales à zéro. Au contraire, chacune contribue à la résultante et, à ce titre, est incluse en elle.